Les polytechniciens antidualfusards

La plupart des polytechniciens, à l’image de l’Armée, sont antidufusards. À l’École même, la photo d’Alfred Dreyfus est griffonnée dans le trombinoscope de la promotion 1878, sans doute par des élèves. Son nom ne figure plus dans les annuaires de la SAS (Société amicale de Secours, ancêtre de l’AX) entre 1894 et 1907, alors même qu’il en est sociétaire perpétuel.

Auguste Mercier, « criminel en chef »

Auguste Mercier (1833 - 1921, X1852), officier d’artillerie, devient général de division en 1889. Il est considéré comme républicain lorsqu’il est nommé ministre de la Guerre en 1893.

Mercier renvoie par anticipation un contingent militaire, ce qui lui attire les critiques de la presse d’extrême droite. Pensant que la condamnation de Dreyfus pourrait améliorer son image, il s’acharne contre lui. Il ira jusqu’à déposer un projet de loi rétablissant la peine de mort pour crime de trahison.

Le rôle de Mercier dans l’Affaire Dreyfus est d’abord sous-estimé. Bien que ce fût lui qui fit produire les faux accusant Dreyfus, il reste protégé par les milieux républicains dont il fait partie. Dreyfus le qualifia de « criminel en chef » (dans son ouvrage Cinquante années de ma vie, 1935).

Sénateur de 1900 à 1920, il siège avec le groupe nationaliste à partir de 1906, et il vote contre la réintégration de Dreyfus et de Picquart dans l’Armée ; il restera jusqu’à sa mort convaincu de la culpabilité de Dreyfus.

Le procès de Rennes. De nombreux témoins, militaires et intellectuels, comparaissent au procès de Rennes, du 7 août au 9 septembre 1899. Les sept juges du Conseil de guerre sont polytechniciens. Son président, le colonel Albert Jouaust (X1858), affiche un parti pris contre Dreyfus lors des audiences. Si quelques X témoignent du côté de la défense, de nombreux généraux attaquent sévèrement Dreyfus, tels que Mercier (X1852) et Deloye (X1856).

Le journaliste Jean-Bernard décrit ainsi l’entrée du capitaine dans la salle d’audience : « Le capitaine Dreyfus […] porte un costume d’officier d’artillerie visiblement neuf. […] C’est d’un geste automatique, sec, nerveux qu’il sait militairement le conseil ; personne ne lui rend son salut ; puis il se découvre […] »


Après la guerre, en 1921, il est élu député par l’Union Sacrée au conseil général du Finistère.

Deux juges sur sept votent néanmoins en faveur de Dreyfus : le colonel Jouaust, contre toute attente, et le chef d’escadron Charles François de Bréon (X1866). Dreyfus est reconnu coupable avec « circonstances atténuantes » et condamné à dix ans de déportation. Il est gracié par le Président de la République et libéré.

PRINCIPAUX MINISTRES DE LA GUERRE PENDANT L’AFFAIRE

Général Auguste Mercier (X1852) : 1893-1895
Général Émile Zurlinden (X1856) : 1895
Jacques Godefroy Cavaignac (X1872) : 1895-1896 et 1898
Général Jean-Baptiste Billot (Saint-Cyr) : 1896-1898
Charles de Freycinet (X1846) : 1898-1899
Général marquis de Gallifet : 1899-1900
Général Louis André (X1857) : 1900-1904
Maurice Bertaux : 1904-1905
Eugène Etienne : 1905-1906

Dreyfus quitte le procès de Rennes à travers une « haie de déshonneur » de militaires lui tournant le dos.